

Alors que la France s'interroge sur son positionnement et ses déploiements en Afrique, la visibilité médiatique de la question sahélienne et la priorité historique accordée à l'Afrique de l'Ouest marginalisent la question de l'Afrique équatoriale et du devenir des forces françaises au Gabon. Mais s'il s'agissait, justement, du prochain point chaud du continent et du prochain défi à relever pour la France ?

Poids lourd démographique et territorial de l'Afrique équatoriale, la République Démocratique du Congo (RDC) ne semble pas en mesure de surmonter à court terme les troubles qui la secouent, notamment à l'est, en raison des convoitises liées à ses ressources naturelles et du jeu malsain d'Etats voisins. Si la façade Atlantique de la sous-région semble aujourd'hui relativement stable en comparaison, l'horizon se couvre.

Après plusieurs décennies de pouvoir personnel, trois États sont sur le point de connaître d'importants changements. Les présidents du Cameroun (90 ans), du Congo-Brazzaville (80 ans) et de la Guinée Equatoriale (81 ans) sont âgés. Or, leur disparition ne sera pas seulement celle de leurs personnes. Les systèmes et les équilibres qui prévalent aujourd'hui seront probablement remis en cause. La fin de cycle concomitante dans ces États va engendrer un vide politique propice aux agitations de toutes sortes, surtout dans un contexte de marasme économique et de compétition globale.

Les pires options prospectives, implosion de l'État, polarisation ethnique et guerre civile, ne peuvent être totalement exclues. Elles risqueraient de déborder sur leurs voisins, dont le Gabon.

Celui-ci est très dépendant des importations agricoles du Cameroun pour nourrir sa population. Si des luttes successorales à Yaoundé les perturbaient, le Gabon subirait des pénuries alimentaires et une forte contestation sociale. En cas de crise majeure chez ses voisins, il serait par ailleurs directement menacé par le risque de submersion migratoire. Les 2 millions de gabonais ne sont pas prêts à accueillir les masses de réfugiés susceptibles de se tourner vers leurs terres.

Dans l'hypothèse la plus défavorable, celle d'un embrasement local ou général de l'Afrique équatoriale Atlantique, le contrôle des frontières, la distribution d'aide humanitaire, l'accueil des réfugiés, le refoulement des bandes armées et la protection des civils imposeraient un engagement militaire international.

Malheureusement, l'inefficacité des casques bleus remet le modèle en cause. En RDC, leur passivité structurelle face aux massacres quotidiens perpétrés par des groupes armés, comme le M23, a retourné les populations contre eux. Kinshasa a d'ailleurs refusé de renouveler le mandat des 14 000 soldats de l'ONU présents depuis 25 ans en RDC pour un coût annuel d'un milliard de dollars et un résultat cosmétique... En RDC toujours, la force régionale Est-Africaine n'a - hélas ! pas été plus efficace. Elle se retire également, remplacée par un contingent sud-africain qui a inauguré son mandat par la perte de deux soldats et une crise politique à Prétoria au sujet du sous-équipement de ses troupes...

La défaite informationnelle française face à Kigali et à ses alliés anglo-saxons après l'opération *Turquoise* (en 1994 déjà !) a disqualifié la France dans les zones de contact avec le Rwanda. En

revanche, si la situation se dégradait à l'ouest de l'Afrique équatoriale, elle serait, par nécessité, fut-ce à son corps défendant, le ou un des leaders d'une intervention militaire. Si Paris ne semble, à raison, plus vouloir s'engager dans des missions de pacification sans fin, des opérations d'évacuation de ressortissants ou à but humanitaire dans la zone doivent être anticipées.

Quels que soient les choix à venir de nos autorités politiques sur la présence militaire française au Gabon, toutes les hypothèses doivent être envisagées pour permettre une remontée en puissance rapide afin d'intervenir dans les meilleurs délais et les meilleures conditions si nécessaire.

Malgré les réticences de Paris à s'engager de nouveau en Afrique, l'abstention ou une intervention tardive en cas de crise majeure entraînerait des conséquences dramatiques pour les populations civiles et enterrerait ses prétentions de puissance globale responsable. Le coût en termes d'image et de statut international serait bien plus élevé que les revers informationnels subis au Sahel.

La France n'a plus le droit à l'erreur en Afrique mais, si elle devait agir demain pour empêcher des massacres de populations civiles ou un désastre humanitaire (elle est à peu près la seule à pouvoir le faire), elle retrouverait une légitimité aujourd'hui écornée. Le terrain devrait à ce titre être préparé dès maintenant sur le plan informationnel, avec un narratif solide et transparent bien relayé, pour ne pas laisser un terrain propice à la désinformation et aux *fake news*.

Faute d'intégration régionale solide et d'un dispositif de sécurité collectif robuste, la sous-région ne peut faire l'économie de l'appui d'une grande puissance extérieure. Si la France lui faisait défaut, il ne lui resterait plus qu'à se tourner vers la Russie, avec toutes ses limites, ou vers la Chine. Laisser la place nette c'est ouvrir l'hypothèse d'une présence militaire chinoise dans l'Atlantique à moyen terme. L'océan-sanctuaire des grandes démocraties de l'Ouest s'ouvrirait alors à leur plus dangereux compétiteur.

Peut-on totalement exclure la surprise stratégique d'une intervention chinoise dans une crise dont les Français se seraient désintéressés ou qu'ils n'auraient plus les moyens de régler faute de point d'appui ? Le coût d'une telle action serait, à dire vrai, minime par rapport aux moyens de l'armée populaire de libération^[1]. En revanche, elle ferait l'effet d'une véritable déflagration géopolitique. Contrairement à la Russie, la Chine a les moyens d'exercer une influence forte et de faire basculer dans son giron des régions traditionnellement orientée vers l'ouest. L'Afrique est aujourd'hui une zone grise pour l'Europe. Elle pourrait devenir un front sud.

Nous avons évoqué les conjectures les plus sombres, ce qui est le meilleur moyen d'y parer. Mais n'insultons pas l'avenir. Il est aussi des éventualités favorables. Le Rwanda exerce de fait un leadership régional favorable aux intérêts anglo-saxons mais dont l'influence intégratrice est limitée à l'est de la sous-région équatoriale. Le Gabon pourrait exercer un rôle significatif à l'Ouest. La chute du système Bongo après sa tentative de coup d'État institutionnel ouvre une fenêtre d'opportunité en termes de gouvernance — à l'instar de la communauté internationale, laissons le bénéfice du doute aux militaires au pouvoir en attendant de voir la réalité des réformes et de la transition démocratique annoncées. Le pays, un des rares en Afrique

francophone où Paris ait des intérêts économiques, entre dans une période charnière.

Ses ressources naturelles et sa relative stabilité offrent au Gabon une forme de rente stratégique. Libreville pourrait raisonnablement aspirer au rôle de modèle et d'État-pivot. Il pourrait être la locomotive de l'intégration régionale Atlantique, à laquelle se raccrocherait un jour le wagon congolais. La France n'aurait-elle pas un intérêt matériel et moral à y contribuer ?

Les risques sont importants, les opportunités alléchantes. Il sera intéressant de voir comment Paris choisira d'adapter son dispositif pour répondre aux premiers et saisir les secondes.

—

1. **Nom des forces armées chinoises.**